

Smic: les handicapés dans la rue demain

AFP

26/03/2010 | Mise à jour : 11:46 [Réactions](#) (9)

Le mouvement "Ni pauvres ni soumis" (NPNS), qui rassemble une centaine d'associations de personnes handicapées ou malades, souvent touchées par la pauvreté, appelle à manifester demain partout en France pour réclamer un "revenu d'existence" au niveau du Smic.

Bien que le président de la République Nicolas Sarkozy ait promis durant la campagne présidentielle de revaloriser de 25% d'ici 2012, l'Allocation adulte handicapés (AAH), touchée par environ 850.000 personnes en France, elle reste en-dessous du seuil de pauvreté, déplore le collectif.

L'AAH est aussi en train d'être réformée pour favoriser l'accès à l'emploi des handicapés.

Cette allocation sera portée 696,63 euros par mois au 1er avril, puis 711,95 euros au 1er septembre, selon un décret publié mercredi, alors que le seuil de pauvreté est d'environ 900 euros par mois (Insee).

"Ce n'est pas suffisant, nous demandons la mise en place d'un véritable revenu d'existence pour les personnes qui ne peuvent pas ou plus travailler", explique le président de l'Association des paralysés de France (APF) Jean-Marie Barbier.

En mars 2008, NPNS avait organisé une grande manifestation à Paris, qui avait rassemblé 35.000 personnes selon les organisations, 16.500 selon la police, pour réclamer, déjà, un revenu au niveau du Smic.

Pour Jean-Marie Barbier, depuis cette date, "les choses n'ont pas bougé" pour les handicapés. Dénonçant "l'extrême pauvreté" des personnes handicapées ou victimes de maladies invalidantes, NPNS demande un revenu qui soit "au moins égal" au Smic, et qui ne dépende pas des ressources du conjoint et quel que soit le lieu de vie.

Nécessaire aussi selon le mouvement, l'augmentation du seuil d'accès à la Couverture médicale universelle (CMU) complémentaire (fixé à environ 600 euros pour une personne seule) pour que ceux qui bénéficient de l'AAH puissent en profiter.

Enfin, NPNS exige le retrait des franchises médicales, de l'augmentation du forfait hospitalier et de l'imposition fiscale des indemnités journalières de maladie, dont "les personnes handicapées sont les premières victimes", selon M. Barbier.

Actuellement avec 682 euros d'AAH, "le 15 du mois, il ne me reste plus rien", témoigne Frédéric, 49 ans, séropositif, cité par NPNS. "Une fois que j'ai payé mon loyer parisien, les factures EDF, le téléphone et ma mutuelle (70 euros par mois), cela devient très compliqué pour vivre!", explique-t-il.

Samedi à Paris, les manifestants sont appelés à venir "piétiner" sur le Parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro, pour symboliser "l'immobilisme" du gouvernement sur la question des ressources. Dans une vingtaine de villes, rassemblements, manifestations ou votations citoyennes sont organisés.